

Conseil permanent de la Francophonie
3 avril 2018

Excellences, Madame la Secrétaire Générale,

Ce moment très particulier de la vie de notre organisation, où nous nous retrouvons Hauts Représentants des Etats et opérateurs, me permet de rappeler combien notre action contribue au renforcement de la Francophonie. A cet égard, vous avez dans votre dossier un bilan résumé de notre action 2014-2018.

Surtout, Madame la Secrétaire Générale, ce moment solennel me permet de rappeler combien Etats et villes sont à présent dépendants les uns des autres vis-à-vis des Hautes instances internationales. Et combien notre rôle est de veiller au bon développement de cette harmonie.

En Afrique centrale, dans l'océan Indien, en Asie continentale du Sud-Est, dans le grand Maghreb, nous réunissons dans tous nos projets, représentants des Etats, parlementaires, journalistes et société civile.

Nous insistons sur le bien-fondé de cette démarche car le contexte mondial, plus encore qu'il y a quelques années, est marqué par bien des instabilités : écologique, économique, sociale, sécuritaire. Les mouvements de populations, sous l'effet de ces crises, engendrent à leur tour des crises humanitaires majeures et ce sont le plus souvent les maires des capitales et des métropoles qui doivent les affronter. Il y a moins 10 jours, le maire de Tripoli en Libye, avec qui nous travaillons, a été enlevé et retenu par une bande armée pendant 3 jours.

Plus largement, permettez-moi de rappeler que plus de 60 % des cibles des ODD reposent pour tout ou partie sur les autorités locales. Cet état de fait nous place en responsabilité dans la localisation de ces Objectifs de Développement Durable. Et pour nous, le CPF, comme la CMF et le Sommet, constituent des moments privilégiés pour exprimer les attentes des élus locaux francophones et rappeler les convergences opérationnelles, mais aussi institutionnelles, entre les villes et les Etats. Les Etats attendent des villes et de leurs associations. Pour un développement plus inclusif mais aussi pour porter témoignage d'une bonne gouvernance à l'international. Parallèlement, les villes et leurs associations attendent plus d'autonomie et de reconnaissance concrète en raison de leur efficacité dans le développement.

La Résolution sur la place des autorités locales au sein de la Francophonie adoptée à Beyrouth, lors de la 36^{ème} Assemblée générale de l'AIMF, rappelait l'importance de la reconnaissance, par la Francophonie, du rôle politique des maires en complémentarité de leur action sur le terrain.

Ensemble, nous agissons en matière d'autonomisation financière des collectivités locales : globalement au Mali, au Cameroun, aux Comores, au Bénin, mais aussi au niveau des métropoles dans d'autres pays : Gabon, Congo, RCA, Togo.

Nous favorisons le développement de relations pacifiées au niveau des territoires en investissant massivement dans les projets d'adduction d'eau potable, d'assainissement, de santé, d'éducation, d'appui aux réseaux de femmes, à la jeunesse.

Ensemble, nous répondons aux débats internationaux et aux enjeux environnementaux, en finançant l'accès à l'énergie solaire. Nous sauvegardons la mémoire collective et le patrimoine urbain en mettant en place des services urbains dédiés. Partout où nous le pouvons, à l'est du Congo, dans le nord du Mali, nous développons des programmes économiques qui rapprochent, en utilisant notamment l'économie sociale et solidaire ou l'entrepreneuriat féminin. Je salue ici le soutien de Wallonie-Bruxelles International qui nous a notamment permis, à Tunis, à travers un programme innovant sur les arts numériques, d'intégrer des jeunes en situation de rupture sociale. Je reviens d'une mission à Tunis et je retiendrai l'exemple de l'un d'entre eux, qui fréquente le prestigieux collègue Sadiki et qui se trouvait sous l'emprise de stupéfiants, a retrouvé le chemin de l'étude des mathématiques grâce à ce programme qui libère la parole et l'imagination.

Mais, à ce moment, je dois vous dire que notre capacité d'intervention serait accrue si les Etats reconnaissaient très concrètement ce travail de terrain, s'ils acceptaient nos mémorandums sur la mise en réseau des villes d'Afrique centrale, d'Asie du Sud-Est, de l'océan Indien ou du Grand Maghreb.

Au nom de cette reconnaissance nous pourrions plus efficacement porter nos programmes auprès des bailleurs et, surtout, nous pourrions être plus réactifs aux demandes de nos membres.

L'évolution structurelle de notre budget est un indicateur prouvant que nous avançons dans cette reconnaissance. La part des Etats dans notre budget est passée de près de 70 % avant 2005, à guère plus de 30 % actuellement. En revanche, celle des bailleurs multilatéraux et des fondations est passée dans le même temps, de 1 % à plus de 30 %. Cette évolution est éloquente mais, au risque de me répéter, nous pourrions faire plus avec le soutien affiché des Etats où **nous intervenons**. Cette évolution est le résultat d'une stratégie où nos fonds propres ne sont pas utilisés pour réaliser des opérations imaginées par quelques experts. Non ! Nos fonds propres, notre capacité d'investissement sont utilisés comme effet levier pour répondre aux attentes des villes et des services déconcentrés de l'Etat. C'est le cas à Casablanca où nous contribuons à intégrer des quartiers informels au tissu urbain par l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'assainissement et à l'appropriation du sol. Des projets de plusieurs millions d'euros.

Le développement des villes, l'ancrage de la démocratie locale, passent par la mobilisation de fonds propres, afin de lever toujours plus de financements. L'appui des Etats est pour nous essentiel pour atteindre cette masse critique qui fera de l'AIMF un opérateur toujours plus présent dans vos villes.

Face à la montée visible des replis sur soi, notre démarche mérite attention et reconnaissance. Je ne dis pas cela pour être un caillou dans la chaussure des Etats. Non ! Ensemble, au sein de la Francophonie, nous pouvons incarner l'union dynamique du local et du national en s'appuyant sur une gouvernance toujours plus exemplaire, afin d'être l'expression de notre élan démocratique. A Ouagadougou, il y a quelques semaines, nous avons avancé sur la norme ISO 37001 relative à la lutte anticorruption, avec des experts montréalais. Nous avons aussi avancé sur la valorisation de la protection et l'évaluation des patrimoines, notamment des sources d'informations chiffrées dont disposent les villes. Nous avons fait le bilan des législations qui évoluent favorablement.

Mais, ensemble, faisons plus et mieux. Pour notre rayonnement. En confiance. C'est-à-dire dans le respect de nos différences et, surtout, dans un esprit de bienveillance réciproque.